

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 3144

[C – 2011/29569]

20 OKTOBER 2011. — **Decreet houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Protocol betreffende de overgangsbepalingen gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, aangenomen op 23 juni 2010**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Protocol tot wijziging van het Protocol betreffende de overgangsbepalingen gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, aangenomen op 23 juni 2010, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 oktober 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 253-1. — Verslag nr. 253-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 oktober 2011.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 3145

[C – 2011/29554]

29 SEPTEMBRE 2011. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 8;

Vu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2004 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mars 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juin 2011;

Vu le protocole de concertation du 19 mai 2011 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu les protocoles de négociation du 19 mai 2011 du Comité de négociation du Secteur IX : « Enseignement » (Communauté française) du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu l'avis n° 50167/2/V du Conseil d'Etat, donné le 30 août 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « le décret » : le décret du 16 avril 1991 de la Communauté française organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° « la Commission de concertation » : la commission telle que définie par les articles 15 et suivants du décret du 16 avril 1991;

3° « le document 8^{ter} de la section » : le document visé à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

4° « l'organisme de formation » :

a) centres de formation de l'Office de formation de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'Office régional bruxellois de l'emploi;

b) centres de formation professionnelle des demandeurs d'emploi et des travailleurs francophones de la Région de Bruxelles-Capitale;

c) centres de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

d) organismes de formation agréés en vertu du décret wallon du 1^{er} avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail,

e) organismes de formation agréés en vertu du décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et de subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle,

f) organismes d'éducation permanente tels que définis et reconnus par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente,

g) les services de formation organisés par les services publics ou les entreprises privées.

Art. 2. Aux conditions et selon les modalités fixées par le présent arrêté, le Conseil des études visé aux articles 31, 48 et 66 du décret est autorisé à prendre en considération pour l'admission aux unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et la sanction de celles-ci, des capacités acquises :

1° dans tout enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

2° dans tout enseignement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ainsi que dans tout enseignement organisé, subventionné ou reconnu par les autorités compétentes en matière d'enseignement de pays tiers à la Belgique, pour autant que ledit Conseil dispose des éléments probants nécessaires;

3° dans les centres de formation de l'Office de formation de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, les centres de formation professionnelle des demandeurs d'emploi et des travailleurs francophones de la Région de Bruxelles-capitale ainsi que les centres de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° dans les organismes de formation agréés en vertu du décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socioprofessionnelle ou de formation professionnelle continuée ou de l'arrêté du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel;

5° dans des organismes d'éducation permanente tels que définis et reconnus par le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;

6° par l'obtention d'un titre de compétence délivré par un centre de validation agréé par le Consortium de validation des compétences;

7° par expérience professionnelle;

8° par formation professionnelle et/ou personnelle.

Pour l'évaluation et la reconnaissance de ces capacités, le chef d'établissement est autorisé à utiliser les unités de formation approuvées à cet effet par la Commission de concertation. Les périodes utilisées seront prélevées de sa dotation-périodes.

Art. 3. A l'exception des cas explicitement prévus par le présent arrêté, seul le Conseil des études est habilité à vérifier les capacités préalables requises à l'admission et les capacités terminales permettant la sanction d'une unité de formation. Les décisions prises ou actées par le Conseil des études sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par les membres du Conseil des études. Ces procès-verbaux sont conservés pendant deux ans au siège de l'établissement et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 4. Le décision du Conseil des études de reconnaître que le candidat possède les capacités préalables requises à l'admission dans une unité de formation ne peut, de ce seul fait, entraîner la délivrance d'une attestation de réussite d'une autre unité de formation.

Art. 5. Les procédures relatives à la sanction des études décrites dans le présent arrêté ne peuvent être utilisées que pour délivrer à un étudiant une ou plusieurs attestation(s) de réussite lui permettant de capitaliser l'ensemble des attestations de réussite des unités de formation nécessaires à la certification d'une section.

Art. 6. Sous peine de nullité, l'attestation de réussite d'une unité de formation doit nécessairement être délivrée par un établissement autorisé et, dans le cadre de l'enseignement supérieur, habilité à organiser la section comprenant l'unité de formation concernée.

CHAPITRE II. — Admission des étudiants et sanction des études

Art. 7. Les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale, ou les titres qui peuvent en tenir lieu, sont précisés aux dossiers pédagogiques des unités de formation, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Art. 8. Le Conseil des études peut considérer qu'un (plusieurs) titre(s) d'études obtenu(s) dans tout enseignement ainsi qu'un (plusieurs) titre(s) de compétences délivré(s) par un centre de validation de compétences agréé peut(vent) tenir lieu des titres visés à l'article 7 du présent arrêté. Le conseil des études ne vérifie pas par une nouvelle épreuve la maîtrise des compétences attestées par un titre de compétences délivré par un centre de validation agréé.

Les documents délivrés par les centres ou organismes de formation et d'éducation permanente reconnus peuvent, sur décision du Conseil des études, tenir lieu de preuve des capacités préalables requises visées à l'alinéa 1^{er}.

De même, ledit Conseil peut prendre en compte des documents justifiant d'une expérience ou d'une formation professionnelle pour reconnaître que le candidat possède les capacités préalables requises.

Dans le cas d'absence de titres ou de documents visés dans le présent article, ou lorsque le Conseil des études juge ceux-ci insuffisants au regard des capacités préalables définies dans le dossier pédagogique de l'unité de formation concernée, il procède à la vérification desdites capacités par épreuve(s) ou test(s).

Art. 9. § 1^{er}. L'attestation de réussite d'une unité de formation peut être délivrée par le Conseil des études, sur la base des capacités acquises visées à l'article 2, pour autant que celles-ci correspondent aux capacités terminales de l'unité de formation, telles que fixées dans le dossier pédagogique de l'unité de formation considérée. Pour ce faire, ledit Conseil délibère en tenant compte :

1° des résultats d'épreuves réalisées par tout enseignement, pour autant qu'elles portent sur l'évaluation de capacités équivalentes ou supérieures aux capacités terminales de cette unité de formation;

2° des titres de compétences délivrés par les centres de validation de compétences agréés. Le Conseil des études ne vérifie pas par une nouvelle épreuve la maîtrise des compétences attestées par un titre de compétences délivré par un centre de validation agréé. La direction de l'enseignement de promotion sociale diffuse par voie de circulaire auprès des établissements la liste actualisée des titres de compétences ainsi que la liste des unités de formation faisant l'objet d'une valorisation de droit;

3° des acquis professionnels ou des éléments de formation professionnelle ou personnelle fournis par l'étudiant; dans ce cas, le Conseil des études vérifie par une épreuve les capacités dont l'intéressé se prévaut.

§2. La procédure décrite au présent article ne peut être utilisée que pour délivrer à un étudiant une ou plusieurs attestation(s) de réussite lui permettant de capitaliser l'ensemble des attestations de réussite des unités de formation nécessaires à la certification d'une section. L'étudiant doit être inscrit à l'unité de formation « épreuve intégrée » si celle-ci est prévue au document 8 ter de la section considérée.

§3. L'attestation de réussite de l'unité de formation doit nécessairement être délivrée par un établissement autorisé et, dans le cadre de l'enseignement supérieur, habilité à organiser la section comprenant l'unité de formation concernée. Dans ce cas, la composition du Conseil des études doit être conforme à celle qui est prévue en vue de la délivrance de l'attestation de réussite au terme de l'unité de formation concernée.

CHAPITRE III. — Admission des étudiants et sanction des études dans le cadre de conventions avec des organismes de formation

Art. 10. Dans le cadre de l'article 8 du décret, une convention entre le Gouvernement de la Communauté française et des organismes de formation peut définir, après avis du Service d'inspection et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, des modalités particulières de reconnaissance de parcours de formation donnant accès à une ou des unité(s) de formation dont les capacités préalables ne feront pas l'objet d'une vérification par le Conseil des études.

Art. 11. § 1^{er}. Dans le cadre de l'article 8 du décret, une convention entre le Gouvernement de la Communauté française et des organismes de formation peut définir, après avis du Service d'inspection et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale les modalités particulières de reconnaissance de parcours de formation permettant de sanctionner une ou des unité(s) de formation sans vérification des capacités terminales par le Conseil des études.

§ 2. La convention définit les unités de formation de la section concernée qui feront l'objet d'une sanction sans vérification des capacités terminales.

§ 3. La convention doit contenir l'engagement de l'organisme de formation conventionné à respecter les différentes annexes des dossiers pédagogiques des unités de formation visées et particulièrement celles relatives au niveau des études et à l'évaluation des capacités terminales des unités de formation valorisables par convention. Le Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale est chargé du contrôle et de la vérification du respect par les organismes conventionnés de cet engagement. Il fait rapport au Gouvernement de la Communauté française qui peut mettre fin à la convention en cas de non-respect de cet engagement par l'organisme de formation.

§ 4. Les conventions qui concernent les niveaux de bacheliers et de spécialisation doivent faire l'objet d'un avis du Conseil général des Hautes Ecoles si le dossier pédagogique est correspondant ou du Bureau permanent si le dossier pédagogique concerné est de niveau équivalent au sens de l'article 75 du décret.

L'avis est sollicité par la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale. Il doit être transmis à la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale entre le 50^e et le 60^e jour à dater de l'envoi du courrier de sollicitation.

En cas d'absence d'avis du Conseil général des Hautes Ecoles ou du Bureau permanent rendu dans les temps, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Les conventions relevant de l'enseignement supérieur doivent mentionner les références relatives aux processus qualité suivis par l'opérateur de formation sollicitant une convention de valorisation.

Art. 12. La Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale transmet le projet de convention et les avis y afférents au Gouvernement de la Communauté française qui se prononce sur celle-ci endéans les 2 mois. Il avise l'organisme de formation concerné et la Direction générale de l'enseignement non-obligatoire et de la recherche scientifique de sa décision. Ces conventions sont transmises par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions à la Direction de l'enseignement de promotion sociale pour diffusion par voie de circulaire de leur liste actualisée auprès des établissements.

Art. 13. Les conventions définies aux articles 10 et 11 de cet arrêté sont applicables à tous les établissements d'enseignement de promotion sociale préalablement autorisés et, dans l'enseignement supérieur, habilités à organiser les sections concernées.

Art. 14. Les sections de bachelier et de spécialisation relevant de l'enseignement supérieur de promotion sociale ne peuvent faire l'objet d'une convention de reconnaissance sans vérification des capacités terminales pour plus des 2/3 du volume de périodes-professeur de la section concernée et pour plus de la moitié des unités de formation déterminantes telles que prévues aux articles 8 et 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, et ce hors stage(s) ou activités professionnelles de formation.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2004 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 16. Le Ministre ayant l'enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 septembre 2011.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 3145

[C – 2011/29554]

29 SEPTEMBER 2011. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de wijze van erkenning van de verworven bekwaamheid voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging ervan in het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2004 houdende vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheden verworven voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging van de studies binnen het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 maart 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 juni 2011;

Gelet op het overlegprotocol van 19 mei 2011 van het overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatie-organen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die door de Regering worden erkend;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 19 mei 2011 van het Onderhandelingscomité van Sector IX : « Onderwijs » (Franse Gemeenschap) van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het advies nr. 50167/2/V van de Raad van State, gegeven op 30 augustus 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° « de overlegcommissie » : de commissie zoals bepaald in de artikelen 15 en volgende van het decreet van 16 april 1991;

3° « het document 8 ter van de afdeling » : het document bedoeld in artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

4° « de opleidingsinstelling » :

a) opleidingscentra van de Dienst voor Opleiding van de Gemeenschaps- en gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

b) centra voor beroepsopleiding van de werkzoekenden en de Franstalige werkzoekenden van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

c) centra voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

d) opleidingsinstellingen erkend krachtens het Waalse decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid,

e) opleidingsinstellingen erkend krachtens het decreet van 27 april 1995 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling,

f) instellingen voor permanente opvoeding, zoals bepaald en erkend door het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding,

g) de diensten voor opleiding georganiseerd door de overheidsoverheidsdiensten of de privé-ondernemingen.

Art. 2. Onder de voorwaarden en volgens de nadere regels die door dit besluit worden vastgesteld, wordt de studieraad bedoeld in de artikelen 31, 48 en 66 van het decreet ertoe gemachtigd, voor de toelating tot de opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en de bekrachtiging ervan, de bekwaamheid in aanmerking te nemen die verworven is :

1° in elk door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

2° in elk onderwijs dat wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap alsook in elk onderwijs dat wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de overheid van een derde land bevoegd voor onderwijs, voor zover die raad beschikt over de noodzakelijke bewijsgegevens;

3° in opleidingscentra van de Dienst voor Opleiding van de Gemeenschaps- en gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, van de Brusselse Gewestelijke dienst voor Arbeidsbemiddeling, de centra voor beroepsopleiding van de werkzoekenden en de Franstalige werkzoekenden van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest alsook de centra voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° in de opleidingsinstellingen erkend krachtens het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding of het besluit van 16 september 1991 betreffende de erkenning en de subsidiëring van "entreprises d'apprentissage professionnel" (ondernemingen voor het aanleren van een beroep);

5° in de instellingen voor permanente opvoeding zoals bepaald en erkend door het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

6° door het behalen van een bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het Consortium voor de bekrachtiging van de bekwaamheid;

7° door de beroepservaring;

8° door de beroepsopleiding en/of de persoonlijke opleiding.

Voor de evaluatie en de erkenning van die bekwaamheid, wordt het inrichtingshoofd ertoe gemachtigd de opleidingseenheden te gebruiken die daartoe door de overlegcommissie werden goedgekeurd. De gebruikte lestijden worden uitgetrokken op zijn lestijdendotatie.

Art. 3. Met uitzondering van de gevallen die door dit besluit uitdrukkelijk worden bepaald, wordt alleen de studieraad ertoe gemachtigd de bekwaamheid te verifiëren die vereist is voor de toelating en de eindbekwaamheid, waarbij een opleidingseenheid kan worden bekrachtigd. De beslissingen die door de studieraad worden genomen waarvan hij akte heeft genomen, zijn definitief. Ze worden opgenomen in de processen-verbaal die door de leden van de studieraad worden ondertekend. Die processen-verbaal worden bewaard gedurende twee jaar op de zetel van de inrichting en moeten te allen tijde kunnen worden voorgesteld aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 4. De beslissing van de studieraad te erkennen dat de kandidaat de bekwaamheid bezit die vereist is voor de toelating tot een opleidingseenheid kan, alleen daardoor, niet leiden tot het uitreiken van een slaagattest van een andere opleidingseenheid.

Art. 5. De procedures voor de bekrachtiging van de studies die in dit besluit beschreven zijn, kunnen alleen worden gebruikt om een student één of meer slaagattest(en) uit te reiken waardoor hij het geheel van de slaagattesten van de opleidingseenheden kan verzamelen die noodzakelijk zijn voor de bekrachtiging van een afdeling.

Art. 6. Op straffe van nietigheid, moet het slaagattest van een opleidingseenheid door een gemachtigde instelling worden uitgereikt en, in het kader van het hoger onderwijs, door een instelling die gemachtigd is tot het organiseren van de afdeling die de betrokken opleiding omvat.

HOOFDSTUK II. — *Toelating van de studenten en bekrachtiging van de studies*

Art. 7. De bekwaamheid die vereist is voor de toelating tot een opleidingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie, of de bekwaamheidsbewijzen die gelden als bewijs daarvan, worden nader bepaald in de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Art. 8. De studieraad kan stellen dat één (verschillende) bekwaamheidsbewijs(zen) dat (die) in elk onderwijs alsook één (verschillende) bekwaamheidsbewijs(zen) dat (die) door een erkend centrum voor bekrachtiging van de bekwaamheid wordt (den) uitgereikt, kan(kunnen) gelden als bekwaamheidsbewijs(zen) bedoeld in artikel 7 van dit besluit. De studieraad controleert niet, door middel van een nieuwe proef, of de student de bekwaamheid heeft die wordt bekrachtigd door een bekwaamheidsbewijs dat wordt uitgereikt door een erkend bekrachtigingscentrum.

De documenten die worden uitgereikt door de erkende centra of instellingen voor opleiding en permanente opvoeding kunnen, bij beslissing van de studieraad, gelden als bewijs van de in het eerste lid bedoelde vereiste bekwaamheid.

Die Raad kan eveneens de documenten in aanmerking nemen die het bewijs leveren van een beroepservaring of een beroepsopleiding, om te erkennen dat de kandidaat de vereiste bekwaamheid bezit.

Bij afwezigheid van bekwaamheidsbewijzen of van documenten bedoeld in dit artikel, of wanneer de studieraad deze als onvoldoende acht ten opzichte van de bekwaamheid die vooraf wordt bepaald in het pedagogische dossier van de betrokken opleidingseenheid, verifieert hij die bekwaamheid door middel van proeven of tests.

Art. 9. § 1. Het slaagattest van een opleidingseenheid kan worden uitgereikt door de studieraad, op grond van de vereiste bekwaamheid bedoeld in artikel 2, voor zover deze overeenstemmen met de eindbekwaamheid van de opleidingseenheid zoals die vastgesteld is in het pedagogische dossier van de betrokken opleidingseenheid. Daartoe beraadslaagt de Raad met inachtneming van :

1° de uitslag van proeven die door elk onderwijs worden afgenomen, voor zover ze betrekking hebben op de evaluatie van de bekwaamheid die gelijk is aan of hoger is dan de eindbekwaamheid van die opleidingseenheid;

2° de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door de erkende bekrachtigingscentra. De studieraad controleert niet, door middel van een nieuwe proef, dat de student de bekwaamheid heeft die wordt bekrachtigd door een bekwaamheidsbewijs uitgereikt door een erkend bekrachtigingscentrum. De directie onderwijs voor sociale promotie zendt, door middel van een omzendbrief bij de instellingen, de bijgestelde lijst van de bekwaamheidsbewijzen rond alsook de lijst van de opleidingseenheden die van rechtswege worden bekrachtigd;

3° de verworven beroepskennis of bestanddelen van een professionele of persoonlijke opleiding die door de student worden geleverd; in dat geval verifieert de studieraad, door middel van een proef, de bekwaamheid die de betrokkene beweert te bezitten.

§ 2. De procedure die in dit artikel wordt beschreven, kan alleen worden gebruikt om een student één of meer slaagattest(en) uit te reiken waardoor hij het geheel van de slaagattesten van de opleidingseenheden die noodzakelijk zijn voor de bekrachtiging van een afdeling kan verzamelen.

De student moet ingeschreven zijn voor de opleidingseenheid « geïntegreerde proef », als deze bepaald is in document 8 ter van de betrokken afdeling.

§ 3. Het slaagattest van de opleidingseenheid moet worden uitgereikt door een gemachtigde instelling die, in het kader van het hoger onderwijs, gemachtigd is tot het organiseren van de afdeling die de betrokken opleidingseenheid omvat. In dat geval moet de samenstelling van de studieraad in overeenstemming zijn met deze die bepaald is voor het uitreiken van het slaagattest op het einde van de betrokken opleidingseenheid.

HOOFDSTUK III. — *Toelating van de studenten
en bekrachtiging van de studies in het kader van de overeenkomst met opleidingsinstellingen*

Art. 10. Overeenkomstig artikel 8 van het decreet, kan een overeenkomst tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de opleidingsinstellingen, na advies van de inspectiedienst en van de overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie, nadere regels bepalen voor de erkenning van het opleidingstraject dat toegang verschafft tot één of verschillende opleidingsseenheden waarvan de vooraf bepaalde bekwaamheid niet door de studieraad zal worden geverifieerd.

Art. 11. § 1. Overeenkomstig artikel 8 van het decreet, kan een overeenkomst tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de opleidingsinstellingen, na advies van de inspectiedienst en van de overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie, nadere regels bepalen voor de erkenning van het opleidingstraject dat de bekrachtiging van één of verschillende opleidingseenheden mogelijk maakt, zonder dat de studieraad de eindbekwaamheid verifieert.

§ 2. De overeenkomst bepaalt de opleidingseenheden van de betrokken afdeling die zullen worden bekrachtigd zonder verificatie van de eindbekwaamheid.

§ 3. De overeenkomst moet de verbintenis van de geconventioneerde opleidingsinstelling bevatten de verschillende bijlagen van de pedagogische dossiers van de bedoelde opleidingseenheden in acht te nemen, inzonderheid deze die betrekking hebben op het niveau van de studies en op de evaluatie van de eindbekwaamheid van de opleidingseenheden die bij een overeenkomst kunnen worden bekrachtigd. De inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie moet controleren dat de geconventioneerde instellingen die verbintenis nakomen. Hij legt een verslag voor aan de Regering van de Franse Gemeenschap, die de overeenkomst kan beëindigen bij niet-naleving van die verbintenis door de opleidingsinstelling.

§ 4. Over de overeenkomsten die betrekking hebben op de niveaus bachelor en specialisatie moet de Algemene Raad voor Hogescholen een advies uitbrengen, als het pedagogische dossier overeenstemt, of moet het Vast Bureau een advies uitbrengen, als het betrokken pedagogische dossier een gelijkwaardig niveau heeft in de zin van artikel 75 van het decreet.

Het advies wordt aangevraagd door de overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie. Het moet de overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie worden meegedeeld tussen de 50ste en de 60ste dag volgend op de verzending van de aanvraag.

Als de algemene raad voor hogescholen of het vast bureau zijn advies niet binnen de vereiste termijn uitbrengt, dan wordt het advies als gunstig geacht.

§ 5. De overeenkomsten die ressorteren onder het hoger onderwijs moeten verwijzingen inhouden naar de kwaliteitsprocessen die worden gevolgd door de opleidingsverantwoordelijke die een bekrachtigingsovereenkomst inroept.

Art. 12. De overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie deelt het ontwerp van overeenkomst en de daarmee verband houdende adviezen mee aan de Regering van de Franse Gemeenschap, die zich daarover binnen de twee maanden uitspreekt. Zij brengt de betrokken opleidingsinstelling en de algemene directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek op de hoogte van haar beslissing. Die overeenkomsten worden door de minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie overgezonden aan de directie onderwijs voor sociale promotie om hun bijgewerkte lijst bij de instellingen via een omzendbrief rond te zenden.

Art. 13. De overeenkomsten bepaald in de artikelen 10 en 11 van dat besluit zijn toepasselijk op alle instellingen voor het onderwijs voor sociale promotie die vooraf zijn gemachtigd en die, in het hoger onderwijs, worden gemachtigd tot het organiseren van de betrokken afdelingen.

Art. 14. De afdelingen bachelor en specialisatie die ressorteren onder het hoger onderwijs voor sociale promotie kunnen niet worden opgenomen in een erkenningsovereenkomst zonder verificatie van de eindbekwaamheid voor meer dan 2/3 van het volume lestijden/leraar van de betrokken afdeling en voor meer dan de helft van de bepalende opleidingseenheden zoals bedoeld in de artikelen 8 en 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 juli 2004 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, buiten de stage(s) of beroepsactiviteiten inzake opleiding.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 15. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juni 2004 houdende vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheden verworven voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging van de studies binnen het onderwijs voor sociale promotie wordt opgeheven.

Art. 16. De Minister bevoegd voor het onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 september 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 3146

[C – 2011/29555]

29 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la procédure et aux critères de sélection des projets remis dans le cadre du décret du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, notamment les articles 15, § 1^{er}, alinéa 2, 16, § 1^{er}, alinéa 2 et 17, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'avis 50.083/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 septembre 2011;

Vu l'avis du Conseil de la transmission de la mémoire, donné le 3 février 2011;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Définitions

Article 1^{er}. Dans le cadre du présent arrêté, il faut entendre par :

— le décret : le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes;

— le Conseil : le Conseil de la transmission de la mémoire;

— DOB : la Cellule de coordination pédagogique « Démocratie ou barbarie » au sein du Ministère de la Communauté française.

Objet

Art. 2. Conformément aux articles 15, 16 et 17, du décret, le Gouvernement désigne, après avis du Conseil, les projets auxquels sont octroyées des subventions.

Le présent arrêté a pour objet la fixation de la procédure d'appel à projets et des critères de sélection.

Procédure

Art. 3. § 1^{er}. Pour les trois catégories d'appels à projets visées respectivement aux articles 15, 16 et 17, du décret, la même procédure est appliquée.

§ 2. Chaque année, le Conseil propose au Gouvernement un appel à projets pour chacune des trois catégories. Après leur approbation par le Gouvernement, DOB est chargée de les faire publier au moins sur les sites internet du Moniteur Belge, de la Communauté française, de DOB et « enseignement.be ». DOB en informe également les établissements scolaires par voie de circulaire du Secrétaire général.